

LE CHIFFRE

15 747

C'est le nombre de visiteurs qui ont été accueillis à Alpeexpo lors du Sam 2012. Le Salon de l'aménagement durable de montagne a reçu 400 exposants représentant quelque 750 marques.

LA CARAVANE

La caravane citoyenne de la branche régionale de SOS Racisme s'arrêtera à Grenoble le 12 mai (parc Paul-Mistral), dès 10 h, après une halte à Saint-Marcellin le 5 mai. On y parlera de vivre ensemble et de racisme. Le but : promouvoir un message de tolérance, avec plusieurs animations musicales, culturelles et sportives.

L'EXPÉRIENCE

Des collégiens de l'externat Notre-Dame ont lâché un ballon-sonde dans l'atmosphère, la semaine dernière. Le but : mesurer des taux de pression et d'humidité, et faire des photos aériennes de la Terre. Les neuf collégiens de 4^e à la source du projet analyseront, plus tard, les résultats de leur expérience avec des étudiants de l'INP.

LA RENCONTRE

Albert Fert, prix Nobel de physique, rencontrera des élèves de la Classe Nanosciences du lycée Mounier, le jeudi 3 mai. Le chercheur avait reçu le prix Nobel de physique en 2007, pour la découverte de la "magnétorésistance géante". Les élèves et lui débattront des questions qui touchent aux nanotechnologies, un débat qu'on connaît bien à Grenoble...

SUR LE WEB



Une chaîne humaine... urbaine

Le collectif Sortir du nucléaire a organisé, samedi, une chaîne humaine qui a traversé tout le centre-ville grenoblois. La vidéo est là : www.citylocalnews.com/grenoble

IL N'Y A PLUS UN MAIS... DEUX BUREAUX !

Campus: EvE en eaux troubles

L'année d'EvE a été dure. Très dure. Après avoir bataillé pour préserver la gestion étudiante et la DSP qui va avec, l'association Eponyme souffre à présent de désordres internes.

Entre EvE et Eponyme, l'histoire d'amour est plutôt joyeuse : depuis 2003, l'Espace vie étudiante est géré par cette association, grâce à une délégation de service public, attribuée à l'époque par l'UPMF, et aujourd'hui par le Pres (le Pôle de recherche et d'enseignement scientifique). Seuls, les étudiants gèrent entièrement le lieu et font vivre les associations. Unique en France. Et si la gestion étudiante avait été remise en cause, en septembre, lors du renouvellement de la DSP, elle avait bien été maintenue. Bon. Sauf que de grosses tensions au sein d'Eponyme se sont révélées, à l'approche de la date limite de dépôt des dossiers pour la reprise de la DSP, jusqu'au clash. Gros clash. Mardi 24, le bâtiment a été fermé, par Alexandre Hadade, le directeur d'EvE, "en tant que responsable de la sécurité des biens et des personnes, sur décision d'Hayat Loukili (présidente



Eponyme, l'association qui gère EvE, traverse une crise de succession. Photo archives GREnoble

d'Eponyme, NDLR)", dit-il dans un communiqué. Une décision qui est intervenue après la tenue d'une assemblée générale extraordinaire controversée, lundi 23 avril, où un autre bureau a été élu par les 165 personnes présentes, selon Alexandre Lamothe, élu co-président ce jour-là. "Le quorum d'adhérents présents, fixé à environ 1 600 personnes dans les statuts de l'association, n'était pas atteint. Par conséquent, les décisions de l'AG extraordinaire ne sont pas valides", expliquait Jérôme Cucarollo, secrétaire général d'Eponyme jusqu'ici. Une explication réfutée par Alexandre Lamothe, pour qui "ce quorum fixé était une erreur. Réunir 165 personnes pour une AG à EvE, déjà, c'est

historique, des représentants de tous les partenaires historiques étaient là". "Jusqu'à preuve du contraire, on fait valoir les statuts déposés à la préfecture, signés par la présidente", rétorque Jérôme Cucarollo. Le divorce est consommé : si Alexandre Lamothe y voit une opposition "syndicats/étudiants", Jérôme Cucarollo, lui, conteste ce raccourci.

Quel avenir pour EvE ?

Complicé : on se retrouve donc avec deux bureaux étudiants distincts. Et derrière, un enjeu de taille : la candidature (ou non) d'Eponyme à la reprise de la DSP, dont la date de limite de dépôt était fixée à mercredi dernier. Si le bureau de l'AG extraordinaire a déposé un dossier à la dernière minute, le bureau dirigé par Hayat

Loukili "conteste ce dépôt. Par ailleurs, le Pres nous a envoyé un courrier reconnaissant le bureau dirigé par Hayat Loukili", ajoute Jérôme Cucarollo. Alors, où en sommes-nous ? À très court terme, les deux parties affirmaient samedi qu'EvE aura rouvert ses portes aux associations adhérentes lundi, et aux étudiants mercredi. Le concert organisé par Retour de Scène mercredi soir sera assuré. À plus long terme, chacun des groupes évoque "la justice" pour régler leurs différends. Ils ne sont d'accord que sur deux choses : le "flou juridique" dans lequel ils se trouvent et l'importance de préserver la gestion étudiante. Entre leurs mains, le bébé EvE attend de savoir ce qu'on va faire de lui. ● Sarah Lachhab

URBANISME

La Maison du tourisme va-t-elle déménager ?

Avec la future réhabilitation de la rue de la République, l'avenir de la Maison du tourisme est en question.

On en est encore au stade des hypothèses mais... Dans le cadre du projet «Cœur de ville, cœur d'agglomération», la Maison du tourisme sera sans doute amenée à déménager, lit-on dans le Dauphiné Libéré. Érigé dans les années 70, le bâtiment est souvent décrit comme la "verrue" du centre-ville. Difficile, donc, d'en faire la vitrine touristique de la ville, et le réaménagement du centre-ville serait, aux yeux de certains, l'occasion parfaite pour dépoussiérer le bâtiment. Mais les questions

"quand?", "où?", et "dans quelles mesures?" sont encore loin d'obtenir une réponse. Pour Philippe de Longevialle, l'adjoint à l'Urbanisme, "il n'est pas question de raser l'immeuble mais peut-être de supprimer un tiers de l'ensemble", lit-on encore dans le Dauphiné Libéré. ●



La Maison du tourisme...

IL AVAIT EU LE BRAS ARRACHÉ
20 000 euros requis

Le parquet de Grenoble a requis jeudi une amende de 20 000 euros contre la société grenobloise Piccato, propriétaire d'une laverie automatique dans laquelle un enfant de 7 ans s'était fait arracher le bras par une machine à laver en juillet 2009.

"La SARL Piccato a enfreint un certain nombre de règles de sécurité et de prudence et commis des négligences qui doivent être condamnées pénalement", a déclaré la substitut du procureur Marie Gouverneur, au cours de l'audience. Le jeune Youcef, alors âgé de 7 ans, avait eu le bras arraché après avoir mis la main dans une machine à laver alors que celle-ci fonctionnait. Selon une expertise judiciaire citée à l'audience, le système de verrouillage de la machine, vieille de 18 ans, était "mal entretenu", ce qui était un problème "ancien"



Photo archives

et "visible à l'œil nu". Après 3 jours de coma et 15 jours de soins intensifs, le jeune garçon s'est fait réimplanter son bras à l'hôpital de Grenoble mais reste lourdement handicapé. L'avocat de la SARL Piccato a lui plaidé la relaxe, estimant que la responsabilité de la société ne pouvait être engagée que par celle de ses salariés "qui n'ont pas vérifié ce qu'ils auraient dû vérifier" ●